

Saisissez du texte ici

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 30/03/2026

ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VM AUTOMATERIELS

Loiré - RN11
Lieu-dit les Moines
17540 Vérines

Références : 0007206447/2026/ 207
Code AIOT : 0007206447

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2026 dans l'établissement VM AUTOMATERIELS implanté Loiré - RN11 Lieu-dit les Moines 17540 Vérines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection fait suite à la précédente visite du 7 avril 2025 à l'issue de laquelle un arrêté de mise en demeure a été signé le 30 juin 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VM AUTOMATERIELS
- Loiré - RN11 Lieu-dit les Moines 17540 Vérines
- Code AIOT : 0007206447
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société VM Automatériels exerce une activité de dépollution de véhicules hors d'usage et de vente de pièces détachées sur le territoire de la commune de Vérines. L'installation bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation de 1984, actualisé par l'arrêté préfectoral complémentaire 2012-2526-DRCTE/BAE du 19 octobre 2012. L'arrêté 18-1305 du 5 juillet 2018 porte renouvellement de son agrément, pour une durée de 6 ans et actualise la nature des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. L'installation est concernée par la rubrique 2712-1 sous le régime de l'enregistrement.

L'exploitant reste soumis aux prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation qui s'analyse dorénavant, comme un arrêté individuel tel que prévu à l'article R 512-52 du Code de l'Environnement.

Par ailleurs, les installations doivent être conformes aux dispositions applicables aux installations existantes de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 30 juin 2025	Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 30 juin 2025, article 1	/	Proposition d'arrêté préfectoral portant astreinte	4 mois
3	Rapport de conformité des installations	Arrêté Préfectoral du 19/10/2012, article Annexe II 15°	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	2 mois
4	Propreté	Arrêté Préfectoral du 19/10/2012, article 2.3.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	2 mois
6	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 19/10/2012, article 7.5.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
			corrective		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Déchets du séparateur à hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 19/10/2012, article 5.1.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas répondu entièrement aux points ayant fait l'objet de la mise en demeure signée le 30 juin 2025. C'est pourquoi l'inspection propose à monsieur le Préfet un arrêté préfectoral de mise en œuvre d'une astreinte journalière comportant un délai de sursis à exécution de 4 mois pour respecter l'ensemble des points de l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Concernant les autres points de la précédente inspection des améliorations sont toujours attendues.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 30 juin 2025

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 30 juin 2025, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 juin 2025
Prescription contrôlée : La société VM AUTOMATERIELS dont le siège social est situé Loiré - RN11, Lieu-dit les Moines à Vérines (17540) exploitant une installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage sise à la même adresse est mise en demeure de respecter : 1.1 : les dispositions des articles suivants et dans un délai ne dépassant pas 1 mois : <ul style="list-style-type: none"> Article 15 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé en éloignant d'au moins 4 mètres de la clôture de l'installation tout dépôt de déchets ou de matières combustibles Article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2012 susvisé en stockant tous les véhicules hors d'usage en attente de dépollution sur des emplacements aménagés de façon à

empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir

- Article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2012 susvisé en stockant les véhicules en attente de dépollution et dépollués sur un seul niveau.

1.2 : les dispositions des articles suivants et dans un délai ne dépassant pas **6 mois**:

- Article 7.3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2012 susvisé en mettant en place un mur de 2 mètres pour séparer l'établissement de la RN11 et du chemin rural situé au sud et en entourant le reste de l'installation d'une clôture efficace et résistante d'une hauteur minimale de 2 mètres. Dans le cas où la clôture n'est pas susceptible de masquer le dépôt et compte tenu de l'environnement, cette clôture sera doublée par une haie vive ou un rideau d'arbres à feuilles persistantes.
- Article 7.6.6 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2012 susvisé en prenant toutes les mesures pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées en vue de prévenir toute pollution des sols et des eaux. Les capacités de rétention doivent comporter un point de puisage afin de permettre le pompage des eaux d'extinction incendie. A cet effet l'ensemble des eaux d'incendie susceptibles d'être polluées sur le site doivent être contenues sur le site, afin d'éviter tout rejet dans le milieu naturel. Des dispositifs actionnables en toutes circonstances localement, ou à distance, doivent permettre de diriger les eaux souillées en cas d'extinction d'un incendie, vers ce système de confinement. Leur entretien et leur mise en œuvre sont définis par consigne.

Ces délais (**1 mois et 6 mois**) courent à compter de la notification à la société VM AUTOMATERIELS du présent arrêté.

Constats :

- **éloignement de 4 m de la clôture tout dépôt de déchets ou matières combustibles :**

L'inspection constate que côté RN11, l'exploitant a commencé à dégager la limite du site en retirant des VHU et en taillant la haie présente. Toute fois cette opération n'a pas été réalisée sur toute la longueur de la clôture.

- **stockage des VHU en attente de dépollution sur emplacements aménagés et stockage de tous les VHU sur un seul niveau :**

L'inspection ne constate pas, le jour de la visite, de VHU non dépollués dans le parc de stationnement des VHU dépollués.

Quelques VHU non dépollués sont toutefois présents à côté de la dalle béton de stockage des VHU en attente de dépollution, située le long de la façade sud, faute de place disponible sur cette plateforme étanche.

L'inspection constate la présence d'une pile de 4 VHU dépollués, situés sur la dalle béton sur le côté ouest du bâtiment d'exploitation, en attente d'enlèvement.

- **mise en place d'un mur de clôture de 2 m de hauteur le long de la RN11 et d'une clôture de 2m de hauteur pour entourer le reste de l'installation :**

L'inspection constate que côté RN11, l'exploitant a commencé à dégager la limite du site en retirant des VHU et en taillant la haie présente. Ceci a permis de constater qu'un mur de 2m est bien présent sur certaines zones mais était dissimulé dans la haie. En revanche ce mur n'est pas continu sur l'ensemble de la limite du site avec la RN11.

Concernant le côté Est des limites du site, l'exploitant indique à l'inspection que l'UNIMA (Union des Marais de la Charente-Maritime, organisme chargé des questions liées aux marais, bassins versants et cours d'eau dont ils dépendent) a pris contact avec lui pour l'informer de futurs travaux sur le fossé longeant la clôture et que celle-ci serait à revoir dans le cadre de ces travaux. L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser la date de réalisation de ces travaux.

- **rétenction des eaux d'extinction d'un incendie :**

L'inspection ne constate la présence d'aucun dispositif de rétention des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie.

Dans son courrier du 25/06/2025, l'exploitant indique ne pas comprendre ce qui est attendu de sa part suite à la précédente inspection du 07/04/2025.

L'inspection rappelle que le risque incendie du site est localisé dans le bâtiment d'exploitation et sur la dalle béton recevant les véhicules en attente de dépollution.

En cas de sinistre, les eaux utilisées pour éteindre l'incendie sur ces zones doivent pouvoir être confinées par tout moyen adapté pour éviter qu'elles ne se dispersent dans l'environnement (sol, eaux superficielles et souterraines, sous-sol).

Une analyse devra ensuite permettre de définir si les eaux peuvent être rejetées dans le milieu naturel ou être envoyées dans une installation dûment autorisée à les recevoir.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> L'exploitant doit poursuivre le débroussaillage le long des limites du site côté RN11 pour s'assurer de la présence d'un mur de 2m de haut, le remettre en état si besoin et entourer le reste de son site d'une clôture de 2 m de haut afin de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du site.

=> L'ensemble des VHU en attente de dépollution sont entreposés sur une surface imperméable dont les eaux de ruissellement transitent par un séparateur à hydrocarbures.

=> L'ensemble des VHU dépollués et en attente de dépollution sont stockés sur un seul niveau

=> Le site doit disposer d'un dispositif de rétention des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie, dont le dimensionnement est justifié, et muni de systèmes permettant le confinement des eaux avant rejet ou traitement vers une installation autorisée

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Proposition d'arrêté préfectoral portant astreinte

Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Déchets du séparateur à hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2012, article 51.5

Thème(s) : Risques accidentels, Déchets du séparateur à hydrocarbures

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La vidange des boues du séparateur hydrocarbures est réalisée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement.</p> <p>La périodicité de vidange de ces boues ne peut toutefois pas être inférieure à une fréquence d'une fois par an.</p> <p>Un bilan annuel d'entretien du séparateur hydrocarbures devra être établi et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Demandes formulées à l'issue de la précédente visite du 07/04/2025 :</p> <p>=> L'exploitant doit réaliser une vidange de son système de traitement des eaux dès que le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et au minimum une fois par an.</p> <p>=> Un entretien du système de traitement doit être réalisé dans un délai d'un mois maximum.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection les justificatifs du dernier entretien et de la dernière vidange du séparateur réalisés le 20 juin 2025 ainsi que le bordereau de suivi de déchets dangereux associé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Rapport de conformité des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2012, article Annexe II 15°</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Rapport de conformité des installations</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité.</p> <p>[...]</p> <p>Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.</p>
<p>Demandes formulées à l'issue de la précédente visite du 07/04/2025 :</p> <p>=> L'exploitant doit répondre aux non-conformités relevées afin qu'elles ne soient pas reconduites</p>

<p>lors de l'audit du bureau Veritas de l'année suivante.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant remet à l'inspection le rapport d'audit du 05/06/2025 réalisé par le bureau VERITAS.</p> <p>La non conformité sur la justification de l'atteinte du taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des VHU des broyeurs à qui il cède les VHU qu'il a traités, déjà relevée dans le rapport de 2024 est toujours présente.</p> <p>L'exploitant nous indique que l'absence de sorties de VHU du site en 2022 et 2023 (problèmes de gestion du site du fait des problèmes de santé du gérant de l'époque) a faussé les déclarations en 2024 et 2025 puisque les rapports utilisent les données sur 2 ans. Il précise que les résultats seront plus fiables à partir de 2026.</p> <p>Il mentionne également que l'entreprise SIRMET qui récupère les VHU du platine, n'assure pas une traçabilité correcte des VHU récupérés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>=> L'exploitant doit répondre aux non-conformités relevées dans les rapports d'audit annuels dès cette année afin qu'elles ne soient pas reconduites lors de l'audit de l'année suivante.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Propreté

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2012, article 2.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Propreté</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions appropriées sont prises afin d'intégrer l'établissement dans le paysage.</p> <p>L'ensemble de l'établissement est maintenu propre et entretenu en permanence, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.</p> <p>Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Les abords de l'établissement placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, entretien des espaces verts....).</p> <p>Les véhicules sortant de l'établissement ne doivent pas entraîner d'envols, de dépôts de poussières ou de boues sur les voies de circulation publiques.</p>

<p>Demandes formulées à l'issue de la précédente visite du 07/04/2025 :</p> <p>=> L'exploitant doit tenir son site propre et entretenu en permanence, notamment en laissant dégagées les allées de circulation et en ne stockant aucun déchet issu du démontage des VHU en dehors des zones prévues à cet effet.</p> <p>Constats :</p> <p>L'inspection constate la présence de nombreux débris de pièces détachées entre les véhicules dépollués et dans les allées de circulation. Des tas de gravats, bien que moins importants que lors de la visite précédente, sont toujours présents près de la zone de platin du site.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>=> L'exploitant doit nettoyer son site et le tenir propre et entretenu en permanence, notamment en laissant dégagées les allées de circulation et en ne stockant aucun déchet issu du démontage des VHU en dehors des zones prévues à cet effet.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 6 mois
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <p>[...]</p> <p>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.</p> <p>Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).</p> <p>A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en</p>

toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h.

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;
[...]

Demandes formulées à l'issue de la précédente visite du 07/04/2025 :

=> L'exploitant doit disposer de ressources en eau (poteau incendie à moins de 100 m ou réserve d'eau d'au moins 120 m³) nécessaires et suffisantes pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours en cas d'incendie.

Dans le cas de la mise en place d'une réserve d'eau, celle-ci doit être réceptionnée par le SDIS17.

Constats :

L'inspection constate la présence d'une nouvelle dalle béton sur le site.

L'exploitant indique qu'elle a été réalisée en décembre 2025 en vue d'accueillir une citerne souple de 250 m³ pour répondre aux besoins en eau d'extinction.

La citerne souple devrait être livrée dans les prochaines semaines aux dires de l'exploitant.

L'inspection insiste sur l'importance de contacter le SDIS avant livraison du matériel afin qu'il puisse s'assurer du bon positionnement de celui-ci (notamment au niveau des branchements sur les prises d'eau) et aussi le réceptionner.

L'exploitant devra de plus suivre les indications du service d'incendie et de secours sur la matérialisation de l'aire de stationnement devant les prises d'eau et toute autre recommandation jugée utile (éloignement des stockages de déchets, etc).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> L'exploitant doit disposer de ressources en eau (poteau incendie à moins de 100 m ou réserve d'eau d'au moins 120 m³) nécessaires et suffisantes pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours en cas d'incendie.

Dans le cas de la mise en place d'une réserve d'eau, celle-ci doit être réceptionnée par le SDIS17.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2012, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/04/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 60 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau. Le stockage sous le niveau du sol est interdit. L'étanchéité des réservoirs est contrôlable.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. <p>Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.</p> <p>La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir. Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite. Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement et placés sur rétention suivant les dimensionnements présentés ci-dessus.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques. Ces dispositions de portée générale visent tout particulièrement les cuves de stockage de fluides issues de l'activité de dépollution de véhicules hors d'usages.</p>

Demandes formulées à l'issue de la précédente visite du 07/04/2025 :

=> Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention adaptée.

Constats :

Comme lors de la précédente inspection du 07/04/2025, l'inspection constate la présence de plusieurs bidons contenant du carburant issu de la dépollution des VHU, stockés à même le sol dans le bâtiment d'exploitation, sans être associés à une capacité de rétention adaptée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention adaptée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois